

## L'année 2010 à la Martinique : une reprise en demi-teinte

Après la récession historique de 2009, 2010 aura été marquée par une reprise de l'économie de la Martinique. La clarification institutionnelle du début d'année et le redémarrage de la croissance constaté au niveau national et international ont favorisé une amélioration progressive de l'environnement économique, surtout perceptible en fin d'année. Le climat des affaires, encore incertain au premier semestre, s'est redressé dans la deuxième partie de l'année. Bénéficiant d'une hausse des prix contenue, la consommation des ménages a retrouvé un niveau proche de celui d'avant la crise, en dépit d'une situation de l'emploi toujours préoccupante. L'investissement des entreprises n'a toutefois pas retrouvé le niveau de 2008.

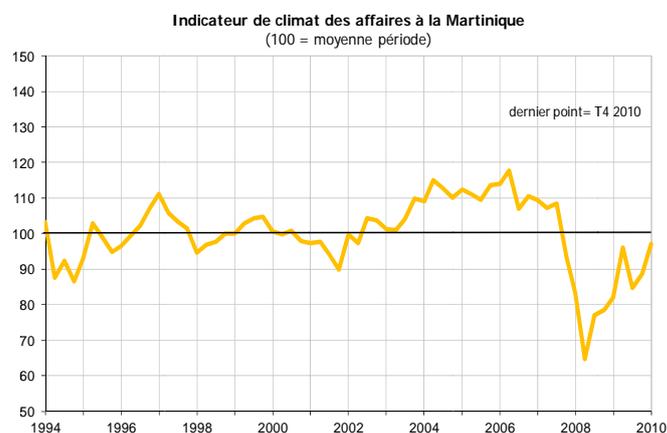
Le financement bancaire a renoué avec la croissance, notamment pour les crédits à long terme, permettant d'accompagner les projets des acteurs économiques. La situation financière de ces derniers reste toutefois fragile, comme en témoigne la dégradation des indicateurs de vulnérabilité financière des ménages et les difficultés de trésorerie persistantes des entreprises. Le marché du travail est toujours dégradé.

### UN REBOND ENCORE LIMITE

#### Le climat des affaires se redresse

L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) de la Martinique s'est redressé en 2010, après la forte dégradation subie en 2009. L'activité des entreprises de l'économie marchande a bénéficié d'un courant d'affaires plus favorable au second semestre (+8,4 points sur le seul dernier trimestre), permettant de retrouver un niveau proche du niveau de longue période (-3 points).

Cette amélioration peut être attribuée au regain de confiance des agents économiques. La consommation des ménages s'est maintenue et l'investissement donne quelques premiers signes de reprise.



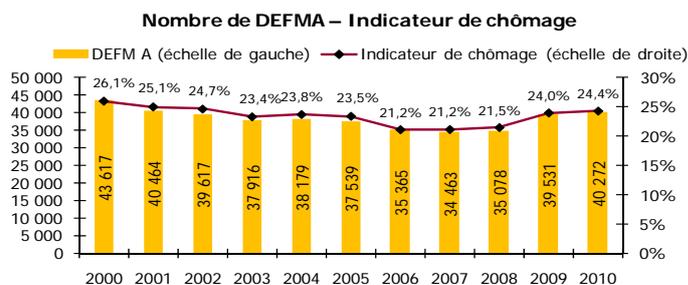
#### Des prix contenus malgré la hausse du coût de l'énergie

L'indice des prix à la consommation termine l'année à un rythme proche de celui de la France entière (+1,7 % contre +1,8 %). La baisse des prix de l'alimentation et des produits manufacturés (-0,2 % et -0,3 % respectivement) a permis de limiter l'impact de la hausse des prix de l'énergie (+12,5 % sur un an), entraînée par la hausse des cours mondiaux du pétrole conjuguée à la baisse de la parité euro dollar (+22,6 % pour le Brent en dollars et +35,2 % en euros). En fin d'année, les prix<sup>1</sup> du super sans plomb et du gazole retrouvent des niveaux respectivement supérieurs de 15,8 % et 18,8 % aux prix en vigueur un an plus tôt. Les prix des services sont orientés moins nettement à la hausse (+1,7 % dont +2,5 % pour les loyers et services rattachés). Hors énergie, la hausse des prix est modérée (+0,7 %), rythme proche de celui de la métropole (+0,9 %).

<sup>1</sup> Après une période de blocage des prix, le mode de calcul des prix des carburants a été modifié par le décret du 8 novembre 2010.

## Une moindre dégradation de l'emploi

L'année 2010 a été caractérisée par une moindre détérioration du marché du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'élève à 40 272 en décembre 2010, soit une progression de 1,9 % sur un an (après +12,7 % en 2009), portant l'indicateur de chômage à 24,4 % (+0,4 point sur un an). Malgré ce ralentissement, on retrouve un niveau jamais atteint depuis dix ans. Si l'amélioration du climat économique a permis de stabiliser le chômage, les entreprises restent prudentes : le nombre d'offres d'emploi collectées en 2010 n'a pas progressé sur un an (-1,0 %).

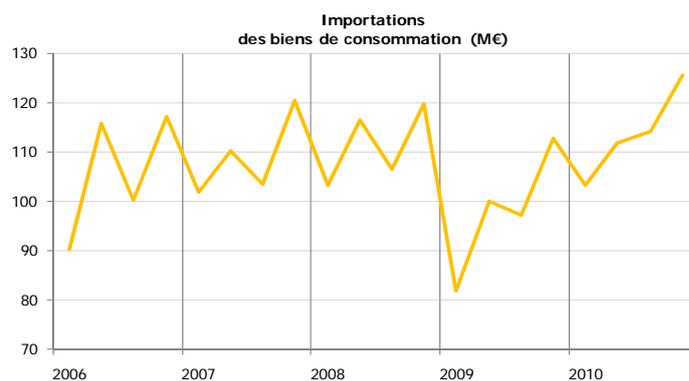


Source : DARES, Pôle emploi

## La consommation des ménages retrouve son niveau d'avant crise

La consommation des ménages, principal moteur de la croissance économique, a montré quelques signes de reprise. Les importations de biens de consommation ont augmenté de 16 % (+1,9 % par rapport à 2008). La consommation a bénéficié du plein effet des mesures sociales post-crise (RSTA notamment), d'une concurrence accrue dans le secteur de la grande distribution et de la vigueur du marché automobile en fin d'année avant la fin du dispositif incitatif de la prime à la casse.

Les immatriculations de véhicules particuliers neufs ont progressé de 0,4 % environ sur l'année (après -3,9 % en 2009). L'encours bancaire des crédits à la consommation, souvent destinés à l'achat d'automobiles ou de biens durables, s'est stabilisé (-0,2 % contre -6 % en 2009).



Source : Douanes

Cette progression a eu lieu en dépit du niveau toujours élevé du chômage et des difficultés de trésorerie des ménages. Le nombre de retraits de carte bancaire a augmenté de 16,2 % sur un an et le nombre de dossiers déposés de surendettement de 26,3 %.

## Des entreprises encore prudentes en termes d'investissements

L'investissement a suivi des évolutions différenciées selon les agents économiques. L'investissement des ménages est resté dynamique : l'encours des crédits à l'habitat a progressé de 5,7 % (contre +5,3 % fin 2009), bénéficiant de taux d'intérêt historiquement bas. En revanche, en dépit d'un frémissement en fin d'année, l'investissement des entreprises peine à retrouver le chemin de la croissance. Les importations de biens d'équipement ont progressé de 15,2 % sur un an mais restent en repli de 14,4 % sur 2008 ; les immatriculations de véhicules utilitaires poursuivent leur repli (-13,9 %). Si les prévisions d'investissement à douze mois des chefs d'entreprises sont restées dégradées sur les trois premiers trimestres de l'année 2010, une amélioration est perceptible en fin d'année. L'investissement public donne quelques premiers signes de redémarrage avec une augmentation des crédits engagés sur les fonds européens et la mise en œuvre des premiers chantiers du plan de relance économique de la Région : le Conseil Régional a mis en place, en partenariat avec les 34 communes de Martinique, un plan de relance économique triennal afin de stimuler le redémarrage économique de la Martinique qui devrait concerner près de 270 projets pour un montant global de 300 millions d'euros.

## Des importations favorisées par la reprise de la demande intérieure

La reprise de la demande intérieure a entraîné une augmentation significative des importations en valeur qui progressent de 25,3 % sur un an. La progression des importations a été amplifiée par des restockages<sup>2</sup> et par la reprise de la consommation. Outre les importations de biens de consommation (+16 %), les importations de biens des industries automobiles et de biens intermédiaires ont nettement progressé (+20 % et +19 % respectivement). Le prix des produits énergétiques a contribué au renchérissement.

La hausse des exportations (+19,9 %) a principalement été portée par celle des produits agricoles (+129,7 %) et celle plus modérée des produits énergétiques (+4,2 %).

Hors énergie, le déficit de la balance commerciale (-1,7 milliard d'€) se creuse de 14,4 %. Après une chute de 20,6 % en 2009, les recettes d'octroi de mer ont augmenté de 10,0 % en 2010.

<sup>2</sup> Les entreprises, confrontées à des tensions de trésorerie et une baisse générale de l'activité avaient procédé à des déstockages en 2009.

# DES DIFFICULTES SECTORIELLES PERSISTANTES

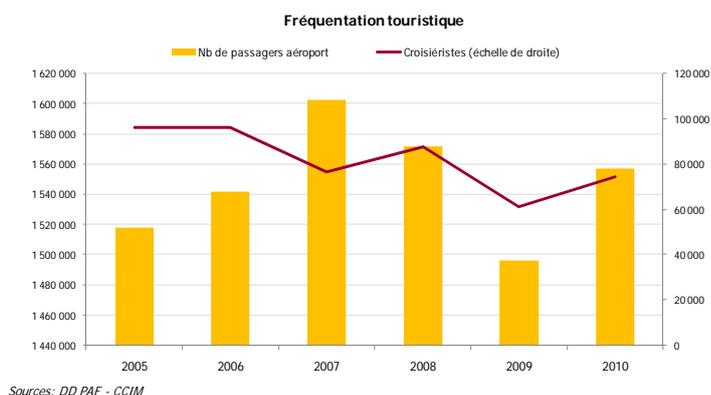
## Commerce et services aux entreprises : une activité encore mitigée

Sous l'effet de la hausse de la consommation, le chiffre d'affaires des huit hypermarchés de l'île s'est redressé en 2010 (+9,5 %), retrouvant un niveau légèrement supérieur à 2008 (+1,7 %) ; l'ensemble du secteur du commerce peine cependant à se redresser. Le secteur des services aux entreprises, souvent sous-traitant des autres secteurs économiques, a connu une activité moins dégradée qu'en 2009 mais reste impacté par les restrictions budgétaires des donneurs d'ordre.

## Tourisme : une année de transition

Le secteur du tourisme a bénéficié d'un environnement économique plus favorable. Le nombre de passagers à l'aéroport (1,6 million) se redresse de 4,1 % sur l'année (après -4,8 % en 2009). Cette évolution tient aux différentes campagnes promotionnelles affichées par les compagnies aériennes, mais reste en deçà de la nette reprise du tourisme mondial en 2010, estimée à 6,7 %.

Parallèlement, environ 74 000 croisiéristes ont fait escale à la Martinique, soit une hausse de 21,5 % sur l'année en dépit de la réduction du nombre de navires (92 bateaux contre 102 en 2009).



Dans l'hôtellerie, l'activité reste mitigée : le taux d'occupation<sup>3</sup> s'affiche en effet à 47,6 % sur l'année contre 47,8 % en 2009 et 54,6 % en 2008 ; la situation financière des hôtels est ainsi toujours aussi difficile.

## BTP : pas encore de signe tangible de reprise

Le secteur du bâtiment et des travaux publics n'a pas connu de véritable reprise en 2010. La construction de logements a été peu dynamique. Les ventes de ciment sont stables par rapport à 2009 (-0,3 %) mais n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant crise (-24 % par rapport 2008). Les grands chantiers restent peu nombreux à l'exception de l'aménagement du pôle d'affaires de la Pointe Simon et du chantier de la nouvelle centrale électrique de Bellefontaine. La construction de logements sociaux est encore trop limitée pour représenter un véritable relais de croissance et l'attentisme des investisseurs, suite à la mise en place du dispositif Scellier, continue de peser sur la demande. Dans le domaine des travaux publics, l'activité a bénéficié en fin d'année des premiers chantiers du plan de relance et de travaux routiers mais leur programmation tardive n'a pas permis d'inverser la tendance.

## Agriculture et industrie agroalimentaire : une activité affectée par les aléas climatiques

La filière agricole a été de nouveau confrontée aux aléas climatiques. Le passage de l'ouragan Tomas, du 30 au 31 octobre 2010, a occasionné une perte de 10 000 tonnes environ sur la production de bananes et affecté les plantations de cultures maraichères. La production de bananes (200 000 tonnes) a toutefois continué de progresser en 2010, retrouvant ainsi le niveau antérieur au passage du cyclone *Dean* (en 2007) ; elle subit toujours sur le marché hexagonal une pression sur les prix du fait de la grande distribution dans un contexte de concurrence accrue de la part des producteurs de la zone dollar.

En 2010, la campagne cannière a été perturbée par des conditions climatiques défavorables : 202 000 tonnes de cannes ont été broyées (-9,4 % par rapport à 2009) et la teneur en sucre ressort à un niveau plus faible que les années précédentes. En matière de rhum agricole, les distilleries de l'île ont produit 68 milliers d'hectolitres d'alcool pur (HAP), en retrait de 3,7 % sur un an, alors que le marché du rhum à l'export est resté favorablement orienté (+26,5 % en volume HAP). Par ailleurs, la filière d'élevage qui constitue un axe privilégié de développement endogène, a connu une meilleure évolution en 2010 (+6,3 % pour les abattages).

<sup>3</sup> Source : Club des professionnels du séjour en Martinique

# LE SYSTEME BANCAIRE ACCOMPAGNE LA REPRISE ECONOMIQUE

*Avec l'évolution au 30 juin 2010 des obligations réglementaires déclaratives des établissements de crédit (passage à SURFI -Système Unifié de Reporting Financier- et abandon du système BAFI) les critères de classification des établissements de crédit dans les statistiques monétaires de l'IEDOM ont été révisés. Ainsi est considéré comme Etablissement de Crédit Installé Localement (ECIL) tout établissement disposant d'une représentation locale effective, à savoir au moins un agent permanent localement. Par différence, les Etablissements de Crédit Non Installés Localement (ECNIL) sont ceux intervenant sans représentation locale. Les données publiées dans la présente note peuvent ainsi différer des séries diffusées jusqu'à présent par l'IEDOM. Toutefois l'ensemble des séries historiques a été revue selon la nouvelle méthodologie.*

Dans un contexte économique convalescent, la conjoncture monétaire et financière<sup>4</sup> a été caractérisée par une progression mesurée des encours bancaires et par une stabilisation de la sinistralité. La reprise a notamment été portée par la progression du marché du crédit à l'habitat des ménages et, dans une moindre mesure, des crédits liés au financement des investissements des entreprises.

## L'encours des crédits accordés par l'ensemble des établissements se redresse

L'encours des crédits consentis par l'ensemble des établissements de crédit atteint 8 milliards d'euros, accentuant sa progression (+3,2 % contre +1,6 % en 2009). Cette évolution touche particulièrement les ménages (+3,7 %). En revanche, les concours en faveur des entreprises progressent plus modérément (+1,9 %). Les concours à long terme (investissement des entreprises et habitat des ménages) sont mieux orientés que les crédits à court terme (exploitation des entreprises et consommation des ménages), suivant ainsi une tendance proche de la situation observée en métropole.

L'amélioration de l'activité bancaire se retrouve au niveau de la progression des encours bruts de crédits des établissements de crédit installés localement (+2,7 %) à 7,2 milliards d'euros. Les ménages, premiers emprunteurs avec 2,9 milliards d'euros, ont eu un recours accru aux crédits à l'habitat (+6,9 % contre +4,8 % en 2009). Comme en métropole, les transactions du secteur immobilier ont été favorisées par un niveau historiquement bas des taux des crédits à l'immobilier. Parallèlement, l'encours des crédits à la consommation s'est stabilisé après la chute de 2009 (-0,8 % contre -6,0 %), en lien avec les ventes de véhicules automobiles qui ont été dynamiques en fin d'année. Les entreprises (2,8 milliards d'euros d'encours) ont enregistré une évolution mitigée de leur encours (-0,8 % dont -5,1 % pour les crédits d'exploitation et +1,6 % pour les crédits d'investissement). L'encours des comptes ordinaires débiteurs a reculé (-17,4 %) après avoir progressé vigoureusement en 2009 (+42 %), rendant compte d'une amélioration de la situation financière des entreprises.

## La qualité du portefeuille se stabilise

Les créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux ont ralenti leur progression (+4,7 % contre +10,9 % en 2009). Le taux de créances douteuses s'est ainsi stabilisé, se situant à 7,0 % (+0,1 point).

## Une progression modérée des actifs financiers

Au niveau des ressources, les actifs financiers (à 6 milliards d'euros) ont progressé modérément (+3,1 %). L'encours des dépôts à vue (+3,2 %) est resté bien orienté alors que l'encours des placements liquides et à court terme est relativement stable (+0,5 %), l'épargne à long terme étant plus dynamique (+6,0 % dont +11,2 % pour l'assurance vie des ménages).

La hausse de la production de crédits devrait bénéficier à l'évolution du produit net bancaire (PNB) des établissements de la place. Parallèlement, l'évolution du coût du risque et la maîtrise des frais généraux devraient avoir un impact positif sur leurs résultats, contrairement à l'année 2009.

## PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2011

L'amélioration de la tendance observée en fin d'année devrait se poursuivre en 2011, même si certains indicateurs sont mitigés ou encore fragiles. Lors de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM au quatrième trimestre, les dirigeants d'entreprises anticipaient une timide amélioration de leur activité et des effectifs. Les prévisions d'investissements à douze mois sont mieux orientées et la dernière enquête de conjoncture bancaire et financière montre que la production de crédits bancaires devrait se renforcer début 2011.

La capacité de poursuite du rebond de l'économie martiniquaise est liée à résorption des difficultés des secteurs clefs de l'économie : le BTP et le tourisme. L'amélioration de l'activité dans ces secteurs à forte densité de main d'œuvre conditionne l'amplification de la reprise économique en 2011, préalable à l'inversion durable de la courbe du chômage. Dans un contexte de ressources budgétaires limitées, la relance du BTP liée à la commande publique devrait bénéficier de la mise en œuvre du plan de relance et d'une consommation accrue des fonds européens, alors que la production de logements sociaux devrait se renforcer. Dans le tourisme, la mobilisation des acteurs économiques et l'ouverture d'une nouvelle desserte aérienne à Roissy pour la prochaine saison 2011-2012 devraient permettre une diversification des marchés émetteurs et soutenir l'activité.

<sup>4</sup> Analyse effectuée à partir des données de fin septembre 2010.